



UN 17 OCTOBRE PAS COMME LES AUTRES ! Une journée mondiale de lutte contre la pauvreté 2014 dans le cadre de la mise en place d'un Gouvernement fédéral qui prend résolument le tournant vers le capitalisme sécuritaire et l'austérité appliquée sur le peuple ! Dans le cadre des Gouvernements de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont certaines décisions affecteront directement les populations et les services à la population : UNE PREMIÈRE JOURNÉE DE MISE EN MOUVEMENT ET EN ALLIANCE !

L'effondrement des acquis sociaux, gages de progrès dans des sociétés en recherche d'égalité, est en route. Tous les voyants sont au rouge ! De plus en plus de personnes deviennent des citoyens de «seconde zone», un sentiment renforcé par les discours culpabilisateurs qui renvoient à la responsabilité individuelle et à la méritocratie. Tout cela alimente les visions et replis égoïstes, l'intolérance et le racisme, et fait le lit de l'extrême-droite et d'autres formes de totalitarisme ! **ENSEMBLE, NOUS MARTÈLERONS... YA BASTA, STOP ! NOUS NE VOULONS PAS DE CETTE SOCIÉTÉ-LÀ.**



La colère monte ! ENSEMBLE, travailleurs sans emploi, travailleurs salariés, petits indépendants, agriculteurs, familles, jeunes et enfants, personnes âgées, pré-pensionnés, pensionnés, personnes de toutes origines,

personnes appauvries, affaiblies, monde associatif, travailleurs sociaux, **POPULATIONS EXPLOITÉES**,... militants, **ACTEURS DE MOBILISATION** martèleront **YA BASTA, STOP... NON À L'APPAUVRISSMENT, NON À LA PAUVRETÉ, PAR**

- le pillage des richesses des populations et des richesses produites par les populations ;
- la déconsidération, la suspicion et la criminalisation des populations ;
- l'atteinte et la réduction des libertés individuelles et collectives ;
- la mise en concurrence de groupes de populations au profit d'un enrichissement centralisé et concentré scandaleux.

ENSEMBLE, nous rappellerons aux femmes et aux hommes politiques qu'un Etat de droit démocratique est l'instrument de la construction du bien commun, de l'équité et de la réduction des inégalités. **L'ETAT N'EST PAS L'INSTRUMENT D'UNE ÉLITE, DES ENRICHIS ET DES NANTIS... PENSER LE CONTRAIRE, C'EST ORGANISER (LE) ET COLLABORER AU PILLAGE DU PEUPLE !**

Ne pas prendre cette direction-là serait dramatique pour les populations, pour les générations futures et l'avenir, pour la démocratie, pour la paix, **ET PAR CONSÉQUENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA WALLONIE !**

BASTA, YA BASTA...

Au détournement des richesses potentielles des populations et des richesses produites par celles-ci, à l'organisation de la concentration des richesses et de la concentration des patrimoine dans les mains d'un petit nombre, à l'organisation de la fuite des capitaux s'ajoutent aujourd'hui :

- le "détournement de fonction" en demandant/imposant de plus en plus aux assistants sociaux et autres acteurs sociaux de première ligne, de remplir une fonction de "contrôleur du petit peuple", et singulièrement des populations pauvres et appauvries, plutôt que d'accompagnateur ;
- le « détournement des services collectifs organisés par les services publics et leurs décrédibilisations » au profit de la sous-traitance privée et d'une libéralisation qui externalisent, privatisent et déplacent le pouvoir dans les mains d'une technocratie galopante ;
- le « détournement du sens et de la crédibilité » du secteur non-marchand qui serait suspect de protéger un peuple qui n'en voudrait pas, et de peser sur les finances collectives ;
- le « détournement du sens des responsabilités » en cherchant à fragiliser l'action collective et les mouvements sociaux, les incriminant d'un dialogue impossible et de positionnements peu responsables ;
- le « détournement des droits humains élémentaires » en organisant la mise en concurrence des populations les unes contre les autres, attisant ainsi les réflexes protectionnistes confinant à l'exclusion et au racisme ;
- le « détournement de la valeur travail au sein de la collectivité » par l'exploitation de certaines parties de travailleurs, de la main d'œuvre, en faisant peser le poids de la crise financière sur les personnes dont l'emploi s'est éloigné ;
- le « détournement du droit à la vie privée et à l'intelligence de survie » par la transparence organisée du « peuple d'en bas » qui serait potentiellement fraudeur et incapable d'une certaine auto-organisation, auto-détermination, auto-innovation ;
- le « détournement du sens de la vie » pour une part de plus en plus importante, réduite à la seule gestion matérielle du quotidien, avec peu d'aspirations pour d'autres possibles et peu de perspectives de voir une embellie à l'horizon.

STOP, YA BASTA, NON...

**NOUS NE VOULONS PAS DE CETTE VISION, DE CETTE DERIVE NON-DEMOCRATIQUE !
NOUS N'ACCEPTONS PAS L'AUSTÉRITÉ INJUSTE QUI S'IMPOSE À NOUS !**

VIVRE DANS LE TROP PEU DURABLEMENT CONFINE À LA SURVIE... NOUS N'EN VOULONS PLUS !

RIEN N'EST INÉLUCTABLE, IL EST POSSIBLE DE PRENDRE UNE AUTRE DIRECTION, IL Y A DES SOLUTIONS... NOUS SOMMES ENSEMBLE CE 17 OCTOBRE POUR LE FAIRE ENTENDRE...

NOUS RECLAMONS UNE STRATEGIE ET UN PLAN D'ACTION... « RESPONSABILISER, ACTIVER, MOBILISER »... OUI ... MAIS NE NOUS TROMPONS PAS DE CIBLES ...

1. **« responsabilisation, activation et mobilisation » des acteurs politiques en charge de débattre, de légiférer et d'organiser pratiquement** : la captation des richesses financières sur les revenus du capital et de la finance, du patrimoine immobilier et mobilier. Cela par la mise en place d'une fiscalité juste, d'une réglementation ambitieuse et appliquée sur la spéculation, le fonctionnement des banques, la fuite des capitaux, le blanchiment d'argent, l'enrichissement des grandes entreprises et grands groupes financiers sur le compte des travailleurs et de l'état.
Nous demandons la mise en place des moyens pour ce faire, l'organisation de la transparence de ces mécanismes, et que soient appliqués des éléments de stimulation-contrôle-sanctions si nécessaire.

2. **« responsabilisation, activation et mobilisation » d'acteurs des mondes de la finance et des grandes entreprises** : afin qu'ils quittent l'état de désaffiliation sociale dans lequel ils s'engagent, pour participer pleinement à la société de Tous, avec tous. Les citoyens savent ce que cela veut dire, eux qui sont pleinement participatifs et intégrés dans un système qui les fait passer du travail au chômage, à l'aide sociale, à l'intérim, au mi-temps, au chômage, à l'exclusion, au Cpas, au travail obligatoire, à la rue, au travail à faible revenu, aux titres-services, ... et parfois à un emploi rémunérateur et durable... et ainsi de suite... la plupart du temps dans le cadre d'un trajet où les choix personnels sont réduits à leur plus simple expression !
 - **Nous demandons que des exigences en termes de responsabilités sociétales soient intégrées à l'évaluation du fonctionnement des mondes de la finance et des grandes entreprises, et ce d'autant plus, lorsque les acteurs concernés sont financés soit par l'état, soit par la population. Des mécanismes d'accompagnement, de contraintes, de contrôles, des sanctions doivent alors être prévus et appliqués.**
 - **Nous demandons que les avantages fiscaux et autres réductions de cotisations soient accompagnés de mécanismes de création d'emplois en quantité, en diversité, en qualité, rémunérateurs et permettant de concilier la vie privée et la vie professionnelle.**
 - **Nous demandons une juste contribution au fonctionnement général de la sécurité sociale qui est l'un des fondements de notre modèle social, fondé sur la solidarité plutôt que sur des systèmes assurantiels privés.**

3. **« responsabilisation, activation et mobilisation » des acteurs politiques en charge de débattre, de légiférer et d'organiser pratiquement** : l'usage des richesses collectivisées au profit d'une société de justice sociale, qui cherche à réduire les inégalités, à donner des perspectives aux générations à venir. Ceci en mettant en place des mécanismes qui visent à réduire la non-exploitation des richesses humaines et le non-épuisement des ressources naturelles.
 - **Nous demandons que soit construit un processus d'évaluation des projets développés par le secteur privé subventionné, dans le service public et dans le monde associatif, au regard de la réduction des inégalités, de l'appauvrissement et du recul de la pauvreté.**

- **Nous demandons que les services publics gardent une place centrale et dispose des moyens pour cela. Qu'ils soient revalorisés, soutenus, reconnus, modernisés ou adaptés si nécessaire.**
 - **Nous demandons que le secteur non-marchand soit considéré comme un acteur pertinent qui travaille au développement des potentialités humaines au profit de la collectivité.**
- 4. « responsabilisation, activation et mobilisation » des acteurs politiques en charge de débattre, de légiférer et d'organiser pratiquement :** quand à l'importance de leur positionnement public et à la communication qui en découle. Ceci n'étant pas sans conséquences en matière de réduction ou non du racisme, de la mise en concurrence des populations les unes contre les autres, de la stigmatisation, de la confiance que la population peut avoir en l'état-en la collectivité-en elle.
- **Nous demandons qu'à tous les niveaux de pouvoir les valeurs véhiculées à travers la déclaration des droits de l'Homme, la charte des droits fondamentaux, les droits de l'enfant, la lutte contre le racisme et la xénophobie, le respect des différences, le droit à l'initiative et à l'innovation par le peuple soient appliquées et respectées.**
 - **Nous demandons que le principe de confiance prévale avant tout dans la relation entre l'état et le citoyen, entre l'état et le monde associatif, entre l'état et le service public, tel qu'il est prôné comme une évidence le plus souvent avec le monde de l'entreprise.**
 - **Nous demandons qu'un travail sérieux soit réalisé sur le très important non-take up (la non perception de droits par des citoyens) au regard du discours malodorants et destructeurs, qui conduit régulièrement à des conséquences graves pour des familles, basé sur la très faible fraude sociale de bénéficiaires des politiques publiques liées à la sécurité sociale et aux aides sociales.**
 - **Nous demandons que les messages de racisme, de stigmatisation des chômeurs-des allocataires sociaux, etc., qui confinent à pousser vers l'exclusion et l'expulsion de droits, jusqu'au développement d'idées d'extrême droite, soient visiblement et clairement combattus par toute personne qui prend des responsabilités politiques.**
 - **Nous demandons que le décideur politique prenne des décisions pour que les rapports, actions et propos politiques qui déconstruisent ce racisme et ces préjugés prennent une place significativement importante dans le champ médiatique.**
- 5. « responsabilisation, activation et mobilisation » des acteurs politiques en charge de débattre, de légiférer et d'organiser pratiquement :** quant à l'importance d'évoluer vers un autre modèle de société, qui s'éloigne du consumérisme et du pillage des ressources, qui remette l'humain au centre des préoccupations, qui cherche le bien commun et le développement de chantiers dont le travail peut s'enraciner dans du sens.
- Nous demandons que les démarches innovantes émanant des populations, y compris issues de l'intelligence de survie des plus faibles, du monde associatif, des mouvements sociaux,..., soient entendues comme des perspectives à envisager et à soutenir... non pas à la marge, mais progressivement comme une nouvelle manière d'envisager l'organisation de la société. Et ceci devant être considéré du plus petit échelon local à des initiatives plus importantes.**

1. AGIR SUR LES REVENUS ... OUI, MAIS PAS N'IMPORTE COMMENT !

Nous demandons une réelle augmentation de tous les revenus au-dessus du seuil de pauvreté (pension, chômage, revenu du travail, RIS,...)

Atteindre 1000 euros pour une personne seule ou 2101 euros pour un ménage de 2 adultes et 2 enfants ne conduira pas à l'enrichissement...

C'est donc AU MINIMUM au-dessus du seuil de pauvreté !

Avant les élections, presque tous les partis avaient annoncé une augmentation des bas revenus jusqu'au seuil européen de pauvreté. Ce Gouvernement dit qu'il va le faire, mais comment ? Le Gouvernement veut tenir compte des avantages supplémentaires pour déterminer si un revenu se trouve oui ou non en dessous du seuil de pauvreté... On peut légitimement se demander si ce qui sera donné d'un côté sera retiré de l'autre ? Auquel cas c'est choux blanc pour les gens et ça les laisse en situation d'asphyxie. En outre, ce que le Gouvernement propose comme « correction » du saut d'index pour les plus bas revenus n'est rien d'autre qu'un hold-up, puisqu'il compte utiliser pour cela l'enveloppe « bien-être » ; or, cette enveloppe a été obtenue par les organisations syndicales pour « rattraper » quelque peu l'écart croissant entre l'évolution des salaires et l'évolution des allocations sociales et des pensions les plus basses. Et que l'enveloppe signifie exactement ? Quel impact aura l'adaptation de l'indice ? Outre le fait que toucher à l'index, même de façon dite « sociale » est tout à fait à proscrire.

Par ailleurs, les augmentations annoncées aux niveaux de la TVA et des accises, ainsi que l'austérité dans les soins de santé en particulier, vont sûrement saper davantage le pouvoir d'achat des bas revenus.

2. LE CHOMAGE, LES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI... NON, LES CHOMEURS NE SONT PAS FAINEANTS ET PROFITEURS !

Est-ce à dire que chaque jour des travailleurs deviendraient fainéants du jour au lendemain suite aux licenciements successifs ?

Viser la création d'emplois dans les entreprises est une bonne chose. La toute grande majorité des gens ont envie de travailler, d'être utile pour la collectivité. Mais le Gouvernement fédéral accorde une foi aveugle à un allègement des charges pour les entreprises comme moyen pour créer des emplois : aucune condition concernant le nombre d'emplois, pour créer des emplois durables, diversifiés, de qualifications variables, visant aussi des personnes peu qualifiées et des groupes vulnérables, avec un revenu correct. Lorsque le Gouvernement Michel 1^{er} parle de groupes vulnérables, c'est davantage dans une approche d'activation plus sévère, d'octroi d'aides plus conditionnées encore, entre autre via le service d'intérêt commun obligatoire pour les bénéficiaires du RIS ou de services à la collectivité pour les chômeurs. Et on voit que les personnes handicapées, en invalidité, en incapacité de travail sont également visées par la volonté de mise au travail à tout prix... avec maintenant le risque de perdre leur allocation sous le couvert de 'réintégration'. Quels patrons vont se montrer à la hauteur de la création de telles quantités et diversités d'emplois ?

Nous demandons que soit purement et simplement supprimée toute la nouvelle réglementation sur le chômage... décidée par le Gouvernement précédent et aggravée par le Gouvernement Michel 1^{er}... dégressivité accrue, exclusion des allocations d'insertion, sanction sur le travail à temps partiel, expulsion du chômage, mise en difficulté de jeunes qui font le choix de longues études, et maintenant... travail obligatoire !

Nous demandons la suppression pure et simple de ces réglementations, et nous demandons aux femmes et aux hommes politiques de tenir un discours responsable pour combattre la stigmatisation des chômeurs, pour évaluer véritablement la création d'emploi dans un contexte où on le sait l'emploi diminue.

Nous demandons qu'un débat soit (ré)ouvert sur la réduction du temps de travail, sur l'évolution d'une société qui fera de moins en moins appel à des travailleurs peu qualifiés mais qui par contre est en déficit de travail de proximité, de liens sociaux de quartier et de nouvelles initiatives de proximité soutenues.

3. LE CPAS

Nous demandons que soit ouvert un débat concernant les missions des Cpas comme dernier filet de sécurité pour que des citoyens puissent vivre dans des conditions dignes.

Suivant le texte du Gouvernement Michel 1^{er}, le dernier filet de sécurité qu'est le CPAS, imposera encore davantage d'obligations et de conditions, entravant ainsi une sortie constructive de la pauvreté. Le grand groupe des sous-protégés qui doivent vivre sans revenu d'intégration sociale ou un équivalent (hors de tout), un groupe déjà important aujourd'hui, sera encore plus important demain. Selon le Gouvernement fédéral, le niveau local est le mieux placé pour mener une politique de lutte contre la pauvreté bien ciblée. On promet aux administrations locales des moyens supplémentaires si la politique fédérale provoque un plus grand afflux de demandes d'aide ! Reporter le problème au niveau local, tout en admettant qu'on en est la cause... voilà un gouvernement à la fois clairvoyant et schizophrène !

Nous demandons que s'engage une évaluation des aides sociales (le RIS ou aide équivalente) quant aux conditionnalités sans cesse accrues, dont la prestation de travail d'intérêt commun annoncée par ce nouveau gouvernement, à l'once des résultats réels et durables sur la vie des familles et des opportunités qu'offre la société.

Nous demandons une évaluation de la transparence exigée par rapport aux modes de vie des personnes bénéficiaires d'allocations sociales à l'once du droit à la vie privée, à la capacité d'initiative, au droit à une vie affective... et donc à l'intrusion publique dans la vie des populations affaiblies. Nous nous inquiétons de l'hypothèse d'entrée en application d'un dossier électronique et de la gestion de la circulation des informations. Nous souhaitons un débat public à ce sujet.

4. LE CHAMP DE L'ASSOCIATIF

Affaiblir le monde associatif et lutter contre la pauvreté ... ne feront pas bon ménage !

L'appauvrissement augmente, la pauvreté augmente, les ménages et les familles sont touchés de plein fouet. Les enfants en sont les premières victimes..., le développement de la Wallonie ne peut en être que fortement affecté !

Les conclaves budgétaires en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles vont conduire à prendre des mesures d' « économie » qui concernent le monde associatif : diminution des subventions structurelles, suppression d'indexation de subventions, figer et/ou diminution des subventions facultatives, réduction de la valeur des points APE... variables suivant les secteurs...

Ceci nous pousse à affirmer avec force que les effets réels que de telles mesures produiront dans la vie associative auront nécessairement un impact négatif sur la lutte contre la pauvreté et sur la réduction des inégalités. Frapper les associations qui tentent de maintenir la confiance des populations dans le fait que le jeu social mérite d'être joué (confiance en leur représentant qu'elles ont malgré tout – malgré ce qu'elles vivent – à continuer à croire qu'elles ont quelque chance à y gagner un jour) revient à être parjure sur les engagements pris. Pour beaucoup, malheureusement, cela vaudra preuve qu'il y avait un jeu de dupes dans toutes les déclarations qui reconnaissent le rôle de l'associatif, y compris au niveau de l'emploi (DPC, charte associative) et dans l'affirmation, qui suscite tant d'espoirs, que le gouvernement allait tout faire pour éviter l'appauvrissement de la population wallonne. Le redressement de la Wallonie ne sera pas le seul fait des entrepreneurs, ne sera pas obtenu en poursuivant dans la voie d'un néo-libéralisme rampant mais progressant, ne sera pas possible si une majorité de citoyens et d'acteurs perdent confiance devant le fait que la richesse augmente, mais que les inégalités se creusent.

Nous demandons que le secteur associatif soit considéré comme un acteur central du développement sociétal, soit défendu comme tel et puisse démontrer son apport dans la société au-delà du seul calcul du PIB. Réduire dans l'associatif pourrait entraîner des dépenses significativement plus élevées dans d'autres secteurs.

Contacts : RWLP, 12 rue Marie-Henriette 5000 Namur. 081/312117. bureau@rwlp.be. Pour la presse : c.mahy@rwlp.be .